

La campagne présidentielle du S.W.P.

La campagne électorale des trotskystes américains poursuit deux buts principaux (1). Le premier est de faire connaître le socialisme révolutionnaire parmi les ouvriers, les noirs, les étudiants. Nous allons au cœur du ghetto noir avec nos tracts et notre littérature. Nous tenons des meetings dans les rues. Nous allons dans les écoles supérieures et les facultés. Aux réunions syndicales, nous exposons les idées de base du socialisme, et invitons les ouvriers à rompre avec les partis politiques capitalistes, et à s'emparer, dans la société, de la place qui est historiquement et logiquement la leur. Vers la fin de la campagne électorale, nous distribuerons des tracts à la porte des usines. Les possibilités ne sont limitées, dans ce domaine, que par les ressources financières. Detroit a d'immenses armées d'ouvriers, dont beaucoup réfléchiront à ce qui est dit dans un tract socialiste.

Le second but de notre campagne est de donner une occasion de se former aux nouvelles recrues du mouvement socialiste. Pendant une campagne électorale, il y a d'innombrables occasions, pour les jeunes de développer leurs talents d'organisateurs et d'orateurs. En plus de ce travail pratique, nous faisons un travail d'éducation sur le plan idéologique, ce qui est essentiel pour la formation des révolutionnaires.

Naturellement, tout ne va pas toujours sans difficultés. Les longues années de chasse aux sorcières ont laissé des traces en Amérique. Nous nous heurtons parfois aux réactions hostiles de gens qui ont subi le lavage de cerveau gouvernemental. La police nous harcèle périodiquement, arrêtant par exemple, les distributeurs de tracts. Si nous sommes capables de poursuivre et d'étendre notre travail en présence de telles difficultés, c'est parce que nous avons dans nos rangs des militants possédant une longue expérience. Cette année, notre travail a été facilité par des changements favorables dans le climat social.

Pour illustrer certaines des difficultés qu'on rencontre lorsqu'on fait campagne pour le socialisme révolutionnaire dans l'Amérique capitaliste et la façon dont nous les surmontons, je ne donnerai, qu'un seul exemple. Si la campagne a été ouverte le premier mai dernier, le travail préparatoire a en réalité, commencé une année plus tôt, avec la collecte des signatures nécessaires pour présenter des candidats. Dans tous les états, les grands partis participent automatiquement aux élections ; mais, dans beaucoup d'entre eux, les mêmes lois électorales qui donnent toutes facilités aux machines politiques du « big business » rendent impossible, à un parti minoritaire, la participation aux élections. Le Michigan est, de ce point de vue, un état typique. L'une des conditions requises est de recueillir près de 15.000 signatures ; en pratique cependant, il est nécessaire d'en recueillir le double, car il doit s'agir de signatures valables, et ce sont les officiels républicains ou démocrates qui décident de ce qui est « valable ». Une année, nous fûmes éliminés du vote par suite d'une interprétation défavorable de cette règle. Il n'est pas possible de se limiter aux secteurs qui nous sont favorables ou relativement favorables. La loi exige que les pétitionnaires présentent des signatures géographiquement réparties. Nous sommes ainsi obligés de travailler dans des secteurs qui peuvent nous être particulièrement hostiles.

Nous allons dans les quartiers commerçants animés, et demandons aux

passants de signer nos pétitions. Il arrive que nous soyons accueillis par des remarques injurieuses, ou qu'on nous évite, mais un grand nombre de gens signent. Parfois, la police locale intervient. Elle se borne souvent à vérifier si les pétitions sont établies dans les formes fixées par l'Etat. Il n'est pas inhabituel, cependant, qu'un pétitionnaire soit conduit au poste de police pour un interrogatoire complémentaire.

Avoir mené ce travail pendant plusieurs années nous a beaucoup appris en la matière. Cela nous permet d'aider les organisations amies qui manquent d'expérience pour toutes ces choses. Le « Freedom Now Party » nous a remerciés publiquement pour notre aide dans sa campagne de pétitions.

Notre ennemi est formidable ; nos forces actuelles sont encore peu importantes et isolées, mais nous sommes confiants en l'avenir.

Evelyn Sell.

L'AFFAIRE OSWALD

Un rapport qui vient à propos

Le rapport de la Commission Warren, publié le 27 septembre, concluant à la culpabilité d'Oswald et de lui seul dans l'assassinat de Kennedy, a été accueilli avec scepticisme par l'ensemble de la presse, y compris les journaux conservateurs de différents pays. Les commentateurs sont d'accord pour reconnaître que le rapport Warren ne lève pas les doutes qui entourent cette affaire (Léo Sauvage estime même, dans « le Figaro », qu'il serait plutôt de nature à les accroître).

Sans entrer dans la critique de détail du rapport Warren, il est intéressant de noter qu'il vient fort à propos pour l'administration Johnson, tant par ses conclusions que par le moment où il est publié. C'est ainsi que C.L. Sulzberger, le spécialiste de politique étrangère du « New York Times » qui ne met d'ailleurs pas en doute les conclusions du rapport écrit : « en écartant la responsabilité d'extrémistes, qu'ils soient étrangers ou américains, dans l'assassinat tant du Président Kennedy que de son meurtrier, la Commission Warren contribue à réduire la tension internationale virtuelle, et efface une sérieuse tache sur la réputation internationale des U.S.A. ». Le rapport, ajoute-t-il, détruira à l'étranger l'image d'une Amérique menacée par les extrémistes et les conspirateurs ce qui est « d'une singulière importance sur le plan diplomatique » car « il était nécessaire de rassurer nos alliés sur le caractère stable et solide de notre démocratie ».

Le rapport n'est pas non plus sans avantages sur le plan de la politique intérieure, comme le montre éloquentement la date de sa publication, qui coïncide avec la campagne pour l'élection présidentielle. Le correspondant à Washington du « New York Times » note qu'en suscitant la sympathie pour le Président Kennedy et sa famille, le rapport sera politiquement bénéfique aux démocrates et spécialement à Johnson et à Robert Kennedy (qui se présente, à New York, aux élections sénatoriales). « L'héritage Kennedy, écrit-il est considéré comme l'un des atouts essentiels des démocrates dans cette année d'élections ».

Le rapport de la Commission Warren a également pour effet d'atténuer la tension entre les clans politiques de la bourgeoisie américaine, ce qui rejoint parfaitement la préoccupation de Johnson d'apparaître comme un candidat d'union sacrée face à un Goldwater « irresponsable ».

Deux pas en avant,

Lorsque le différend sino-soviétique a éclaté au grand jour il n'était pas difficile de prédire que tous les problèmes pratiques et théoriques posés par quarante années de dégradation du mouvement communiste mondial, seraient tôt ou tard soulevés et lancés dans l'arène de la discussion par l'un ou l'autre des protagonistes. Il est cependant étonnant de noter jusqu'où vont les communistes chinois dans leur neuvième article (« sur le pseudo communisme de Khrouchchev et ses leçons historiques pour le monde », du 13 juillet 1964), en posant le problème des origines sociales de la crise actuelle du communisme mondial.

Comme les autres contributions idéologiques récentes des communistes chinois, l'article est fondamentalement contradictoire. Il combine un important pas théorique avec une déviation dangereuse du marxisme. Il condamne l'inégalité sociale comme la source du révisionnisme dans la direction de l'Etat soviétique, employant les termes les plus tranchants contre cette inégalité depuis la lutte impulsée par Trotsky contre les privilèges de la bureaucratie. En même temps, les auteurs de l'article avancent l'idée erronée selon laquelle la bureaucratie soviétique est une couche bourgeoise, embarquée dans la voie de la restauration du capitalisme en Union Soviétique.

Le culte de la personnalité n'est pas une explication

Expliquer la dégradation bureaucratique du premier Etat ouvrier, voilà ce qui présente un défi à tous les courants et organisations du mouvement ouvrier international. La seule tendance qui a fermé obstinément les yeux devant les faits était le mouvement officiel sous la direction stalinienne. Le choc fut d'autant plus grand par la suite, lorsque sous la pression du mécontentement et de l'agitation grandissante des masses, la bureaucratie soviétique s'est sentie obligée de sacrifier le culte de Staline, au 20^e Congrès du Parti communiste de l'Union Soviétique et a lancé la « céstalinisation ».

Khrouchchev et son groupe ont recherché fiévreusement à circonscrire le problème des crimes de Staline et de la dégradation grave de l'Etat et de l'écono-

mie aux seuls facteurs de la superstructure sociale : tout cela fut le produit du « culte de la personnalité ». Mais parmi les militants conscients des partis communistes, cette explication n'a satisfait personne. Des dirigeants des grands partis communistes comme Togliatti et Gomułka ont publiquement déclaré qu'elle était insuffisante. Mao-Tsé-Tung avait franchi un pas au-delà de « l'explication » infantile de Khrouchchev dès 1956-57, quand il insistait sur les contradictions sociales qui continuent à se manifester pendant toute la période historique entre le renversement du capitalisme et l'achèvement ultime de la société communiste, contradictions qui constituent, en dernière analyse, la source des maux qui étaient apparus dans la société soviétique.

Une couche sociale privilégiée

Un deuxième pas en avant a maintenant été franchi par les théoriciens du Parti communiste chinois. Allant au-delà des « contradictions sociales » en général, ils ont mis le doigt sur quelque chose de plus concret : l'apparition d'une « couche sociale privilégiée » dans la société soviétique.

Les caractéristiques de cette couche privilégiée sont décrites avec une précision aigüe, et souvent avec une perspicacité remarquable : « Dans la société soviétique actuelle, la couche privilégiée est constituée par des éléments dégénérés des cadres dirigeants des organismes du Parti et du gouvernement, des entreprises et des kolchozes, et les intellectuels bourgeois. Cette couche est opposée aux ouvriers, aux paysans et à la grande masse des intellectuels et des cadres ».

Si dans ce passage, la distinction entre les secteurs « sains » et les secteurs « dégénérés » de l'intelligentsia et des cadres est encore réduite à des facteurs idéologiques ou moraux, la base sociale et économique de cette dégradation est clairement indiquée dans d'autres passages : « cette couche privilégiée a transformé en privilèges la fonction qui était celle de ser-

vir le peuple. Elle abuse de son pouvoir de gestion des moyens de production et de subsistance afin de poursuivre ses propres intérêts. »

« Elle s'est approprié les fruits du labeur du peuple soviétique, et elle a des revenus qui sont des dizaines de fois, voire plus de cent fois supérieurs à ceux des ouvriers et des paysans ordinaires. Non seulement elle s'assure de grosses rentrées, sous forme de hauts traitements, de primes élevées, d'importants droits d'auteur, et d'une grande variété de subsides, mais elle abuse également de sa position privilégiée pour s'approprier des biens publics par la corruption et les pots-de-vin. Complètement coupée du peuple travailleur soviétique, elle vit en parasite une existence bourgeoise et corrompue. »

Ainsi des revenus élevés, c'est-à-dire une grande inégalité sociale, constituent la source de la dégradation de l'Etat et de l'économie soviétiques. Dès lors, loin de constituer le secteur « sain », la « majorité écrasante » des « intellectuels et des cadres », c'est-à-dire ceux qui bénéficient de ces privilèges matériels exorbitants, font partie de « la couche sociale privilégiée » de l'Union soviétique.

La lutte pour l'égalité

Le 9^e article des Chinois, en réponse à la « Lettre ouverte » soviétique met correctement l'accent sur le fait selon lequel Lénine (et ils auraient pu aussi ajouter Marx) avait déjà mis en garde contre le danger de la dégradation bureaucratique de l'appareil de l'Etat ouvrier comme conséquence d'une excessive inégalité sociale. « Au lendemain de la révolution d'octobre, Lénine fit remarquer que l'idéologie et les habitudes bourgeoises et petites-bourgeoises envenimaient et sapient de partout le prolétariat et en contaminant certaines couches... En même temps, il insista tout particulièrement sur la nécessité de maintenir le principe de la Commune de Paris en matière de politique des salaires, à savoir que tous les fonctionnaires devaient toucher des salaires correspondant à ceux des ouvriers, les spécialistes bourgeois étant les seuls à percevoir des appointements élevés. Ces directives de Lénine furent appliquées pour l'essentiel, depuis la Révolution d'Octobre jusqu'à la période du relèvement de l'économie nationale. Les responsables des organismes du Parti et du gouvernement, les responsables des entreprises et les spé-

cialistes communistes qui y travaillaient, touchaient un salaire équivalent grosso modo à celui des ouvriers ».

De nouveau, en tirant des leçons d'ensemble eu égard à la dégradation de l'Etat soviétique, l'article déclare : Le système des hauts salaires pour un petit nombre de gens ne doit jamais être appliqué. L'écart entre le revenu personnel des cadres du Parti, du gouvernement, des entreprises et des communes populaires, d'une part, et celui des masses populaires de l'autre, ne doit pas être élargi, mais réduit rationnellement et graduellement, et chaque cadre doit être mis dans l'impossibilité d'abuser de ses pouvoirs, de jouir de privilèges spéciaux ».

Toutes ces remarques signifient, objectivement, que sous la pression de leur propre révolution, qui est encore extrêmement active, et sous la pression de la révolution coloniale à laquelle ils sont beaucoup plus sensibles que la bureaucratie soviétique parvenue et essentiellement conservatrice, sous la pression également de leur lutte contre Khrouchchev, les dirigeants chinois ont maintenant levé la bannière de la lutte

(1) On sait que le SWP présente Clifton De Berry, premier candidat noir à la Présidence des Etats-Unis et Edouard Shaw, ouvrier militant syndicaliste, comme candidat à la vice-présidence.